

Convention franco-italienne du 5 octobre 1989 en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune

FISCALITE DES RESIDENTS	FISCALITE DES NON RESIDENTS DOMICILIES EN ITALIE										
Détermination du lieu de résidence											
3 critères alternatifs: <ul style="list-style-type: none"> - Foyer ou lieu de séjour principal - Ou exercice d'une activité professionnelle - Ou centre des intérêts économiques 	4 critères hiérarchisés : <ol style="list-style-type: none"> 1) Foyer d'habitation permanent sinon 2) Centre des intérêts vitaux sinon 3) Lieu de séjour habituel sinon 4) Nationalité Il convient de se placer à la date de l'emménagement.										
Impôt sur le revenu											
IR sur les revenus français et étrangers suivant les tranches progressives suivantes <table style="margin-left: 40px; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="padding-right: 20px;">0 à 5.963 €</td> <td>0%</td> </tr> <tr> <td>5.963 à 11.896 €</td> <td>5.5%</td> </tr> <tr> <td>11.896 à 26.420 €</td> <td>14%</td> </tr> <tr> <td>26.420 à 70.830 €</td> <td>30%</td> </tr> <tr> <td>Au-delà de 70.830 €</td> <td>41%</td> </tr> </table>	0 à 5.963 €	0%	5.963 à 11.896 €	5.5%	11.896 à 26.420 €	14%	26.420 à 70.830 €	30%	Au-delà de 70.830 €	41%	IRPEF sur les revenus italiens suivant les tranches progressives de 23% à 43% Revenus français imposition taux minimum 20% (non résidents) Dividendes de France : retenue à la source de 5% (>10% capital) sinon 15% Intérêts de France : retenue à la source taux maximal de 10% Redevances et droits d'auteur de France : imposition à la source aux taux maximal de 5%
0 à 5.963 €	0%										
5.963 à 11.896 €	5.5%										
11.896 à 26.420 €	14%										
26.420 à 70.830 €	30%										
Au-delà de 70.830 €	41%										
Imposition des plus-values											
Plus-values immobilières 19% + 12,3% CSG CRDS abattement de 10% au-delà de la 5 ^{ème} année – exonération 15 ans Pour résidence principale : exonération Plus-values mobilières et droits sociaux 19% + 12,3% CSG CRDS Plus-values sur biens meubles 19% + 12,3% abattement de 10% au-delà de la 2 ^{ème} année de possession	Immeuble situé en France : +/- valeur française 19% abattement de 10% au-delà 5 ^{ème} année de détention Meubles en France exonération Plus-values sur cessions de participations substantielles (>25% du capital) = 19%										
Revenus des professions libérales											
IR BNC Régime micro si recettes brutes annuelles HT <32.600€ Abattement forfaitaire 34%, possibilité d'option pour régime réel	Si base fixe en France, revenus de cette activité sont imposables en France, possibilité de déduire frais de déplacement France-Italie										
Rémunération des dirigeants											
Régime fiscal ≠ suivant forme société versante	Imposition dans Etat de résidence de la société										
Artistes et sportifs											
Auteurs, artistes, sportifs domiciliés en France peuvent opter pour une retenue à la source de 15% sur leurs rémunérations brutes	Imposition dans l'Etat où s'exerce l'activité par voie de retenue à la source										

Pensions	
Imposition à IR abattement 10%	En application de la législation de la Sécurité Sociale, imposables en France Autres pensions sont imposables dans l'Etat de résidence = Italie
Impôt de solidarité sur la fortune	
ISF (> 1.300.000 €) sur tous biens France, Italie, étranger Exonérations : bien professionnels, droits de propriété littéraire et artistique, droits de propriété industrielle, objets d'antiquité, art et de collection	ISF non applicable sur les biens situés en Italie ISF uniquement applicable sur biens situés en France Placements financiers sont exonérés pour les non-résidents + exonérations de droit commun Possibilité de paiement ISF sous forme de prise de participation, augmentation capital PME déduction 50% de l'apport
Successions et donations (convention du 20 décembre 1990)	
<ul style="list-style-type: none"> • Immeuble en France imposable en France et application des parts réservataire pour les enfants ex trois enfants 75% • Immeuble en France possédé par une société non application des parts réservataires • Possibilité de donation aux enfants ou parents de 159.325 € tous les 6 ans sans droit 	<p>Notion de domiciliation temporaire (- 5 ans de résidence dans 7 ans précédent le décès) = personne réputée domiciliée dans Etat de nationalité</p> <p>Biens immobiliers imposables dans Etat où ils sont situés (idem parts SCI + mobiliers attachés à l'immeuble)</p> <p>Valeurs mobilières et droits de créance imposables dans Etat où est située la société émettrice</p> <p>Autres biens imposables dans Etat du domicile du défunt ou donateur</p> <p>Si double imposition, France accorde un crédit d'impôt = impôt italien payé sur ces biens</p>
Retour en France	
<p style="text-align: center;">❖ Impôt de solidarité sur la fortune</p> <p>Les personnes qui transfèrent leur domicile fiscal en France après avoir été fiscalement domiciliées à l'étranger pendant les cinq années civiles précédentes ne sont temporairement imposables à l'ISF que sur leurs biens français jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant celle de son installation</p> <p style="text-align: center;">❖ Impôt sur le revenu</p> <p>Lorsque des salariés ou dirigeants de société de capitaux viennent travailler en France dans le cadre de la mobilité interne d'un groupe international ou qu'ils sont directement recrutés à l'étranger par une société française, ces personnes sont exonérées d'impôt sur leurs revenus d'activité à l'étranger et sur la prime d'impatriation.</p> <p>Pour les personnes recrutées à l'étranger, elles ont un abattement de 30% sur leur salaire en France mais possibilité d'option pour un abattement de 50% de la rémunération en France + étranger, ou encore abattement de 20% de la rémunération en France sur les salaires étrangers.</p>	

***Pour tout renseignement complémentaire, contacter Melle Rodica au 04/78/27/43/06 ou par mail à l'adresse suivante :
trifanrodica@cabinet-roche.com***